

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG54/M/2

WT/REG56/M/2

WT/REG57/M/2

17 juin 1999

(99-2454)

Comité des accords commerciaux régionaux
Vingt-deuxième session

EXAMEN DES ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE ISRAËL ET LA HONGRIE; ISRAËL ET LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE; ET ISRAËL ET LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

Note sur la réunion du 3 mai 1999

Président: M. Chul-Ki Ju (Corée)

1. La réunion a été convoquée par l'aérogramme WTO/AIR/1063.
2. Au titre des points D.IX-XI de l'ordre du jour, le Comité des accords commerciaux régionaux a examiné les accords de libre-échange entre Israël et la Hongrie; Israël et la République tchèque; et Israël et la République slovaque. Les points suivants ont été abordés:
 - A. Observations générales
 - B. Section I - Informations générales concernant l'accord
 - I.3 - Champ d'application de l'accord
 - I.4 - Données concernant le commerce
 - C. Section II - Dispositions en matière de commerce
 - II.5 - Sauvegardes
3. Le Président a dit que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) avait décidé, à la suite de consultations concernant la crise institutionnelle, que le Comité des accords commerciaux régionaux poursuivrait ses travaux normalement. La réunion porterait sur les points D.IX-XI de l'ordre du jour, c'est-à-dire sur l'examen des accords de libre-échange entre Israël et la Hongrie, la République tchèque et la République slovaque. Le Président a proposé que le Comité examine conjointement les trois accords. Le mode d'examen proposé n'aurait aucun effet sur l'examen en tant que tel des accords, puisque chacun serait jugé sur ses propres particularités et ferait l'objet d'un rapport et de conclusions distincts. Il a demandé aux délégations d'indiquer si leurs questions se rapportaient à un accord en particulier ou aux trois accords.
 - A. **Observations générales**
4. Le Président a rappelé que le premier cycle de l'examen de ces trois accords avait eu lieu au cours de la vingt et unième session du Comité, sous sa présidence, et que le compte rendu de la réunion avait été distribué sous les cotes WT/REG54/M/1, WT/REG56/M/1 et WT/REG57/M/1. Les réponses aux questions écrites adressées aux parties avaient récemment été distribuées aux délégations sous la cote WT/REG/GEN/2. Le Président avait l'intention d'organiser l'examen des accords de la manière suivante: tout d'abord, la possibilité de faire des observations générales serait

donnée aux parties, puis aux membres du Comité; ensuite, on aborderait le détail des accords et, pour ce faire, le Comité utiliserait, pour guider le débat, les renseignements contenus dans le document établi selon le modèle de présentation type et portant les cotes WT/REG54/3, WT/REG56/3 et WT/REG57/3.

5. Le représentant d'Israël a rappelé que les accords de libre-échange conclus avec la Hongrie, la République tchèque et la République slovaque avaient été examinés de manière approfondie durant la réunion du Comité des accords commerciaux régionaux du 11 février 1999, sur la base des renseignements présentés suivant le modèle de présentation type pour chaque accord. Le compte rendu de ces réunions avait été diffusé sous les cotes WT/REG54/M/1, WT/REG56/M/1 et WT/REG57/M/1. Il a remercié les Membres qui avaient marqué leur intérêt en posant des questions sur ces accords, ainsi que les délégations slovaque et turque qui avaient aidé à rédiger les réponses communes distribuées sous la cote WT/REG/GEN/2. Il a attiré l'attention sur l'intervention qu'il avait faite durant la séance précédente (le matin) pendant laquelle il avait fait remarquer qu'il fallait ajouter les termes "la plupart des" au début de la première réponse. Le texte de la phrase ainsi corrigée était le suivant: "La plupart des parties aux accords ne peuvent notifier à l'OMC leurs accords respectifs qu'après avoir accompli les procédures de ratification." Il a dit que les questions écrites et les réponses, les renseignements déjà communiqués et les données statistiques supplémentaires qui seraient présentées dans les jours à venir devraient aider le Comité à progresser dans l'examen de ces accords. Il a rappelé que les accords visaient l'essentiel des échanges commerciaux entre les parties et qu'ils étaient pleinement conformes aux obligations de l'OMC, particulièrement à l'article XXIV du GATT de 1994. Ces accords témoignaient de la constance avec laquelle Israël s'engageait aux niveaux bilatéral, régional et multilatéral à promouvoir la concurrence, le libre-échange et la libéralisation multilatérale.

B. Section I – Informations générales concernant l'Accord

Section I.4 – Données concernant le commerce

6. Le représentant de l'Australie a noté que le représentant d'Israël avait dit que de nouvelles données relatives au commerce seraient communiquées dans les jours à venir et il voulait savoir sur quoi porteraient ces données. En particulier, il a demandé si ces nouveaux renseignements indiqueraient le nombre de lignes tarifaires du Système harmonisé (SH) pour lesquelles les droits étaient supprimés.

7. Le représentant d'Israël a dit que les parties n'avaient pas encore arrêté le détail des données précises qui seraient communiquées mais qu'il pensait pouvoir bientôt être en mesure de donner des précisions. La question du nombre des lignes tarifaires faisant l'objet d'une suppression des droits était toujours à l'examen dans le cadre du débat systémique.

8. Le représentant de l'Australie a noté que la question des données sur les lignes tarifaires faisait l'objet d'un débat systémique que l'on envisageait de communiquer en attendant ces informations. Il serait heureux de pouvoir en disposer.

C. Section II – Dispositions en matière de commerce

Section II.4 – Normes

9. Le représentant de l'Australie a dit que l'article 22.3 de l'accord disposait que: "Les parties ont pour objectif de réduire les obstacles techniques au commerce. À cette fin, les parties concluent, le cas échéant, des accords de reconnaissance mutuelle dans le domaine de l'évaluation de la

conformité." Il voulait savoir si de tels accords avaient été conclus à cet effet et si une date limite était associée à cet objectif.

10. Le représentant de la Hongrie a dit qu'il s'inquiétait de voir que l'on utilisait des procédures différentes de celles de la séance précédente (du matin). Sa délégation était disposée à entrer dans les détails à condition qu'on lui laisse quelques minutes pour procéder à des consultations.

11. Le Président a expliqué que la procédure était différente de celle qui avait été appliquée à la séance précédente car, avant la présente séance, il avait consulté les Membres qui avaient donné leur accord sur la procédure qui était maintenant suivie. L'un des éléments importants avait été que les travaux des autres comités se poursuivaient normalement.

12. Le représentant de la Hongrie a dit qu'il n'était pas dans son intention de commenter la décision du Président et a reconnu que l'OMC était une organisation dirigée par ses Membres. Le malentendu était dû au fait que l'ordre du jour, tel qu'il figurait dans le document WTO/AIR/1063, indiquait que la réunion en cours était prévue pour le matin. Durant la séance précédente, sa délégation avait fait des déclarations concrètes et avait distribué des documents contenant des données relatives à l'accord de libre-échange entre Israël et la Hongrie.

13. Le représentant de l'Argentine a dit qu'il n'y avait en fait guère de différence entre ce qui avait été convenu le matin et les travaux en cours. Les questions qui avaient été abordées jusque-là portaient sur la communication de statistiques et les renseignements sur les normes techniques visées à l'article 22.3 demandés par l'Australie. Les Membres étaient convenus à la séance précédente que les questions seraient soumises par écrit dans un délai de deux semaines et que les réponses à ces questions seraient présentées au cours des deux semaines suivantes. L'intervenant a suggéré que le Comité, pour gagner du temps, se contente de prendre note des questions et de laisser un délai pour les réponses.

14. Le Président a rappelé que le représentant de l'Australie avait posé une question concernant les normes. Le représentant d'Israël a dit que ses autorités avaient procédé à des consultations sur cette question mais qu'aucune date n'avait encore été fixée.

15. Le représentant de la Hongrie a dit qu'il voulait revenir à une demande antérieure concernant la communication de statistiques supplémentaires. Il a attiré l'attention sur les statistiques distribuées durant la séance précédente. Ces statistiques comprenaient des renseignements détaillés sur les échanges commerciaux visés par l'Accord, les échanges en régime NPF et les échanges bénéficiant de taux de droits inférieurs aux taux NPF mais non nuls. Ces renseignements devraient permettre d'évaluer la conformité de l'accord avec l'article XXIV. L'intervenant considérait que les demandes de données supplémentaires étaient sans rapport avec le débat sur l'article XXIV et que, par conséquent, les parties, à son sens, ne communiqueraient pas ces renseignements.

16. En réponse au représentant de la Hongrie, le représentant de l'Australie a dit que les renseignements détaillés communiqués par la Hongrie permettraient de préciser si l'accord était conforme à l'article XXIV. Toutefois, ce que lui-même et d'autres Membres voulaient savoir plus précisément était le nombre de lignes tarifaires du Système harmonisé pour lesquelles les droits avaient été éliminés, information que les nouvelles données ne contenaient pas. En ce qui concerne la réponse du représentant d'Israël au sujet de l'objectif visant à réduire les obstacles techniques au commerce et au délai fixé à cet effet, il a dit que des consultations se poursuivaient mais qu'elles n'avaient débouché sur aucune date précise. La deuxième partie de l'article 22.3 relative aux normes était formulée dans les termes suivantes: "À cette fin, les parties concluent, le cas échéant, des accords de reconnaissance mutuelle dans le domaine de l'évaluation de la conformité." L'intervenant

se demandait s'il serait possible de savoir maintenant si quelque chose avait été fait en matière de conclusion d'accords dans le domaine de l'évaluation de la conformité. Le représentant d'Israël a répondu qu'il n'y avait encore eu aucune discussion à ce sujet.

17. Le représentant des Communautés européennes s'est dit satisfait des renseignements détaillés communiqués par le représentant de la Hongrie. Il estimait que la volonté de préciser des points tels que le traitement des produits par ligne tarifaire du Système harmonisé faisait l'objet d'un débat systémique depuis longtemps et qu'y revenir ne ferait pas avancer les travaux du Comité.

18. La représentante de l'Inde se félicitait elle aussi des renseignements détaillés communiqués pendant la séance du matin et a dit que sa délégation les examinerait avant de poser de nouvelles questions. Toutefois, elle ne partageait pas le point de vue du représentant de la Hongrie selon lequel d'autres renseignements, en plus de ceux qui avaient déjà été communiqués, sortiraient du champ de l'article XXIV. Sa délégation considérait que le débat systémique faisait partie intégrante de l'examen des différents accords et souhaitait poursuivre l'examen de cette question.

19. En réponse à l'intervention de la représentante de l'Inde, le représentant de la Hongrie a insisté sur deux points. Premièrement, il restait d'avis que l'article XXIV portait sur les échanges commerciaux visés par l'accord et non pas sur les lignes tarifaires du Système harmonisé. Deuxièmement, sans contester que la question fasse l'objet d'un débat systémique, il était d'avis que l'examen des questions systémiques n'avait pas de rapport avec l'examen en cours. Les représentants de la République tchèque, d'Israël et de la République slovaque ont soutenu le point de vue exprimé par le représentant de la Hongrie.

20. Le représentant de l'Australie a dit que tant que le débat systémique ne débouchait sur aucun résultat concret, en particulier sur le sens de "l'essentiel des échanges", le Comité ne pouvait, à son avis, parvenir à une conclusion sur la conformité des accords avec l'article XXIV et avec l'article V de l'AGCS sans disposer de statistiques significatives, y compris sur les lignes tarifaires du Système harmonisé pour lesquelles les droits avaient été éliminés.

21. En réponse à l'opinion exprimée par le représentant de l'Australie, le représentant de la Hongrie a déclaré que les effets de création et de détournement d'échanges que pouvaient avoir les accords pouvaient être mesurés par les données sur le commerce.

22. Le représentant de l'Australie a demandé des précisions concernant l'intervention du représentant de la Hongrie. Il a fait remarquer qu'il avait demandé des renseignements permettant au Comité de se prononcer en connaissance de cause sur la conformité des accords avec l'article XXIV, l'article V de l'AGCS et la clause de "l'essentiel des échanges commerciaux". Il a demandé au représentant de la Hongrie de préciser en quoi la question de la création et du détournement d'échanges était liée à son propos initial.

23. Le représentant de la Hongrie a dit que l'article XXIV était un article complexe comportant de nombreuses prescriptions. Le Comité s'occupait de savoir si les données sur le commerce constituaient une base suffisante pour lui permettre de déterminer si les accords étaient conformes à l'article XXIV ou s'il fallait aussi communiquer des données par ligne tarifaire du Système harmonisé. Sa délégation considérait que les marges de préférence sur certaines lignes tarifaires n'avaient aucun rapport avec le fonctionnement d'un accord de libre-échange parce qu'il n'était pas nécessaire qu'il y ait des échanges sur toutes les lignes tarifaires. Pour cette raison, il considérait que c'étaient les statistiques commerciales, et non pas les statistiques sur les lignes tarifaires du Système harmonisé qui étaient les éléments importants pour déterminer si les accords étaient conformes à l'article XXIV. Il respectait certes les différences d'opinions sur cette question mais tant qu'il n'y avait pas d'accord sur

la définition, la méthode et la façon de présenter et de traiter cette question, sa délégation n'était pas en mesure de communiquer des renseignements supplémentaires.

Section II.5 - Sauvegardes

24. Le représentant de la Corée a dit que, selon les informations communiquées dans la notification établie suivant le modèle de présentation type, une partie pouvait exempter d'autres parties des mesures de sauvegarde. Toutefois, dans les réponses 3 et 4 aux questions figurant dans le document WT/REG/GEN/2, les parties avaient indiqué que les mesures de sauvegarde seraient appliquées sans discrimination entre les parties et les pays tiers. Il a demandé aux parties de s'expliquer sur ce point.

25. Le représentant d'Israël a dit qu'il ne comprenait pas parfaitement cette question mais que les parties estimaient que les dispositions relatives aux mesures de sauvegarde qui avaient été incluses dans les accords de libre-échange étaient pleinement conformes aux règles de l'OMC.

26. Le représentant de la Corée a dit que le troisième alinéa du paragraphe 5 du document WT/REG54/3 indiquait que l'article 25.2 de l'accord permettait aux parties d'exempter les produits des autres parties des mesures de sauvegarde. Toutefois, les réponses aux questions 3 et 4 figurant dans le document WT/REG/GEN/2 indiquaient que les mesures de sauvegarde seraient appliquées sur une base NPF et cela sans discrimination entre les parties et les pays tiers. Il y avait apparemment une contradiction entre le texte du document WT/REG54/3 dont il avait parlé et les deux réponses figurant dans le document WT/REG/GEN/2, et l'intervenant voulait donc avoir des éclaircissements. Le représentant d'Israël a demandé que la question du représentant de la Corée soit communiquée par écrit.

27. Le Président a estimé que le débat avait été fructueux mais a constaté que des questions restaient en suspens. Après l'échange de questions et de réponses écrites, une autre réunion serait encore consacrée à l'examen de ces accords, et il a suggéré que le Comité demande alors au Secrétariat de commencer la rédaction des rapports. Le représentant d'Israël a demandé des précisions sur les délais à respecter pour la communication des questions écrites et des réponses. Le Président a indiqué qu'un délai de deux semaines serait accordé pour les questions et que les réponses devraient à leur tour être données dans un délai de deux semaines.

28. Le Comité a pris note des observations.
